



## Conseil d'administration

312<sup>e</sup> session, Genève, novembre 2011

GB.312/PFA/4/2

Section du programme, du budget et de l'administration  
Segment du programme, du budget et de l'administration

PFA

### QUATRIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

## Budgets proposés pour les comptes extrabudgétaires en 2012-13

### Centre interaméricain pour le développement des connaissances en formation professionnelle (CINTERFOR)

#### Aperçu

##### Résumé

Le présent document présente une proposition concernant le programme et le budget du CINTERFOR pour 2012-13. Il renseigne également sur l'utilisation du budget de 2010-11 et sur les activités menées au cours de cette même période sur la base des orientations fournies par le Conseil d'administration en novembre 2009 (GB.306/9/1).

##### Incidences sur le plan des politiques

Aucune.

##### Incidences juridiques

Aucune.

##### Incidences financières

Budget pour 2012-13.

##### Décision demandée

Paragraphe 13.

##### Suivi nécessaire

Aucun.

**Unité auteur**

Centre interaméricain pour le développement des connaissances en formation professionnelle de l'OIT (CINTERFOR).

**Documents du Conseil d'administration ou instruments de l'OIT cités en référence**

GB.306/9/1, GB.306/PFA/5/2, GB.310/10/3.

## Propositions concernant le programme et le budget du CINTERFOR pour la période 2012-13 et stratégie de mise en œuvre

### Introduction

1. Pendant près d'un demi-siècle, le Centre interaméricain pour le développement des connaissances en formation professionnelle de l'OIT (CINTERFOR), avec le soutien de son réseau d'organismes de formation professionnelle, s'est attaché à promouvoir la gestion des connaissances et la coopération Sud-Sud et triangulaire pour les mettre au service de l'amélioration des compétences professionnelles. Le centre est depuis sa création le vecteur d'une coopération permanente et active entre les institutions nationales en charge de la formation professionnelle. Chargé de répondre en priorité aux besoins des pays du continent américain, il a également pour vocation profonde de permettre à tous les pays de tirer le plus grand profit possible de son expérience.
2. Le présent document présente le programme du CINTERFOR ainsi qu'une estimation de ses recettes et de ses dépenses pour la période biennale 2012-13, compte tenu des décisions prises par le Conseil d'administration et la Conférence internationale du Travail lors de l'approbation du programme et budget de l'OIT pour 2012-13. Les annexes I et II renseignent de manière plus précise sur le budget proposé; l'annexe III contient des informations sur les activités mises en œuvre au cours de la période biennale 2010-11 sur la base des directives du Conseil d'administration.

### Programme

3. La mission du Centre, qui relève du cadre stratégique de l'OIT, porte notamment sur la création d'opportunités d'emploi plus importantes pour les femmes et pour les hommes, en vue de contribuer aux résultats suivants:
  - développement des compétences professionnelles pour accroître l'employabilité des travailleurs, la compétitivité des entreprises et l'inclusivité de la croissance;
  - création d'emplois productifs et décents par des entreprises durables;
  - renforcement du tripartisme et du dialogue social;
  - accès à un emploi productif et à des possibilités de travail et de revenus décents pour davantage de femmes et d'hommes.
4. La gestion des connaissances et la coopération Sud-Sud, triangulaire et interrégionale, ainsi que l'exploitation optimale des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans des domaines divers et variés constitueront les axes prioritaires du CINTERFOR. On encouragera la participation aux activités menées au plan mondial, notamment dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la stratégie de formation du G20.
5. Des progrès devraient être enregistrés dans les domaines suivants:
  - a) **Plate-forme de gestion des connaissances:** Dans le cadre d'un processus d'amélioration continue, le développement des compétences professionnelles continuera de reposer sur la collecte d'informations utiles, pratiques et pertinentes. La mise en œuvre d'innovations technologiques permettra à de nouveaux utilisateurs des

Amériques et d'autres régions d'avoir accès à ces connaissances et d'échanger des informations.

- b) **Les TIC au service du développement des compétences dans les micro, petites et moyennes entreprises (MPME):** Les travaux sur les compétences dans le domaine du numérique se poursuivront, ce qui permettra aux MPME d'avoir accès à la formation professionnelle et optimisera ainsi leur potentiel d'inclusion sociale, de viabilité ainsi que d'amélioration de la productivité et des conditions de travail.
- c) **Création de partenariats:** On étudiera la possibilité de mettre en place des partenariats public-privé pour permettre aux populations exclues d'avoir accès à la formation professionnelle, en particulier par le biais de l'utilisation des TIC (formations dispensées à distance, télévision numérique et autres).
- d) **Evaluation de l'impact des politiques et des programmes de formation professionnelle:** Les politiques et les programmes de formation professionnelle seront évalués dans le cadre d'une action conjointe avec les organismes de formation professionnelle, au moyen d'instruments permettant de mesurer leur impact, d'en tirer des enseignements et d'élaborer une stratégie pour aller de l'avant sur la base de ces enseignements.
- e) **Dialogue social et productivité:** Le recours au dialogue bipartite et tripartite continuera d'être encouragé, aux fins de l'amélioration des conditions de travail et de la productivité.
- f) **Développement des compétences et environnement:** Avec le soutien des organismes de formation professionnelle, la coopération Sud-Sud et triangulaire et la participation aux activités interrégionales et mondiales seront renforcées, dans la perspective d'un développement durable, respectueux de l'environnement.
- g) **Compétences professionnelles, emploi des jeunes et développement de l'esprit d'entreprise:** Il ressort de l'expérience que les politiques et programmes d'emploi des jeunes sont plus efficaces lorsqu'ils sont liés à des mesures qui aident les jeunes dans leur transition vers le marché du travail et qui contribuent à développer leur esprit d'entreprise en s'appuyant sur leur créativité. Le CINTERFOR continuera de s'employer, avec son réseau, à répondre à cette priorité dans la région.
- h) **Développement des compétences et intégration régionale:** Un soutien continuera d'être fourni aux organismes de formation professionnelle dans le cadre de leurs initiatives en matière d'équivalence des profils professionnels, afin de promouvoir la reconnaissance des compétences acquises dans d'autres pays ainsi que la mobilité des travailleurs.

## Budget

6. L'annexe I présente les prévisions de recettes et de dépenses du compte extrabudgétaire pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2013 avec, aux fins de comparaison, les chiffres du budget approuvé et des prévisions de recettes et de dépenses réelles pour 2010-11. On trouvera des informations complémentaires, par sous-programme, à l'annexe II. Le montant total des recettes prévu pour 2012-13 s'élève à 3 156 379 dollars E.-U., celui des dépenses à 3 312 860 dollars E.-U. Le déficit sera couvert par les fonds reportés des exercices précédents.

7. La contribution de l'OIT pour la période biennale 2012-13 s'élèvera à 2 136 379 dollars E.-U., dont une augmentation de 236 367 dollars E.-U. qui vise à contrebalancer l'accroissement des coûts afin que le montant de la contribution, en termes réels, soit d'un niveau équivalent à celui de la période biennale précédente.
8. La contribution du pays hôte sera maintenue à 50 000 dollars E.-U. par an. Un montant de 350 000 dollars E.-U., correspondant aux arriérés de contribution du gouvernement de l'Uruguay pour la période 2000-2006, devrait être versé au cours de la période 2012-13.
9. Les contributions volontaires des membres sont maintenues à 500 000 dollars E.-U. Ces derniers seront néanmoins encouragés à les augmenter pour contrebalancer les effets néfastes des variations du taux de change et du barème des salaires. Les efforts en vue d'attirer de nouveaux membres se poursuivront.
10. Il est prévu une augmentation des recettes au titre de la vente de publications et des services d'impression d'un montant de 10 000 dollars E.-U.

### **Mobilisation de ressources**

11. En septembre 2011, le montant des recettes extrabudgétaires affichait déjà un excédent de 65 000 dollars E.-U. par rapport aux prévisions pour 2010-11, établies à 100 000 dollars E.-U. Etant donné que l'on s'attend à une augmentation constante des demandes d'assistance technique, le montant visé pour 2012-13 est de 200 000 dollars E.-U.
12. Ces résultats témoignent de la capacité du Centre de mobiliser des ressources. Une flexibilité accrue devrait entraîner une augmentation des recettes et permettre, par ailleurs, de répondre aux besoins croissants des pays. Les différentes modalités des activités de gestion des connaissances, comme les visites d'étude, les séminaires, les conférences, pourraient inclure des dispositions destinées à générer des ressources financières supplémentaires, contribuant ainsi à leur viabilité à long terme.
13. ***Le Conseil d'administration voudra sans doute approuver les prévisions de recettes et de dépenses du compte extrabudgétaire du Centre interaméricain de recherche de documentation sur la formation professionnelle (CINTERFOR) pour 2012-13, telles qu'elles sont présentées à l'annexe I.***

Genève, le 20 octobre 2011

*Point appelant une décision:* paragraphe 13



## Annexe I

### Centre interaméricain pour le développement des connaissances en formation professionnelle (CINTERFOR)

	Budget approuvé 2010-11 (en dollars E.-U.)	Prévision de recettes et de dépenses 2010-11 (en dollars E.-U.)	Budget proposé 2012-13 (en dollars E.-U.)
A. <i>Solde reporté de l'exercice précédent</i>	201 879	428 716	486 761
B. Recettes			
Contribution de l'OIT	1 900 012	1 900 012	2 136 379
Contribution du pays hôte	100 000	100 000	450 000
Contributions d'autres pays de la région	500 000	500 000	500 000
Vente de publications et services d'impression	50 000	50 000	60 000
Recettes accessoires <sup>1</sup>	10 000	-10 593	10 000
<i>Recettes totales</i>	2 560 012	2 539 419	3 156 379
C. Total des ressources disponibles	2 761 891	2 968 135	3 643 140
D. Dépenses totales	2 759 931	2 481 374	3 312 860
E. <i>Solde à reporter sur l'exercice suivant</i>	1 960	486 761	330 280

<sup>1</sup> Intérêts, gains/pertes de change, etc.

## Annexe II

### Centre interaméricain pour le développement des connaissances en formation professionnelle (CINTERFOR)

#### *Etat récapitulatif des dépenses projetées pour 2012-13 par sous-programme (compte extrabudgétaire et contribution de l'OIT)*

Sous-programme	Années/mois de travail		Dépenses (en dollars E.-U.)		
	Services organiques	Services généraux	De personnel	Autres	Total
Exécution du programme	2/00	3/07	793 995	54 000	847 995
Gestion des connaissances		12/00	880 141	130 000	1 010 141
Services d'impression				10 000	10 000
Administration, finances et ressources humaines		4/00	385 888	130 000	515 888
Gestion	2/00	4/00	821 967	106 869	928 836
<b>Propositions pour 2012-13</b>	<b>4/00</b>	<b>23/07</b>	<b>2 881 991</b>	<b>430 869</b>	<b>3 312 860</b>



## Annexe III

### Activités engagées dans le prolongement des directives du Conseil d'administration

#### *Participation des partenaires sociaux*

1. Le CINTERFOR incite les partenaires sociaux à participer à son réseau; œuvrant à la fois dans une perspective globale et selon une orientation sectorielle et sociale, le centre s'appuie sur la demande et le dialogue social pour promouvoir le développement des compétences afin de répondre aux besoins des entreprises et des travailleurs.
2. Divers spécialistes du Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) et du Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP) ont participé à plusieurs activités du CINTERFOR, notamment celles liées à la stratégie de formation qui a été proposée pour répondre à la demande du G20 ainsi qu'au renforcement des connaissances dans le domaine des évaluations d'impact de la formation professionnelle. Ces spécialistes interviennent également auprès du comité en charge du programme et du budget du centre. Le centre a pris part à des activités promues par la Confédération syndicale des Amériques (CSA) et collabore à la formation des représentants syndicaux des organismes de formation professionnelle.

#### *Rôle de la formation professionnelle pour l'entreprise durable*

3. L'une des principales particularités de la région Amériques tient au rôle qu'y jouent les MPME tant pour la production que sur le plan social. Elles représentent en effet plus de 90 pour cent des entreprises existantes et 61 pour cent des emplois en Amérique latine<sup>1</sup>. Elles sont toutefois confrontées à de nombreuses difficultés – faible productivité, absence de compétitivité, difficultés d'accès à la formation, connaissances limitées des nouvelles technologies. C'est la raison pour laquelle le CINTERFOR s'attache à promouvoir l'utilisation des TIC dans la formation professionnelle, ces technologies devant permettre la mise en place de solutions pratiques et innovantes pour les MPME.
4. Les partenariats établis dans ce contexte, afin de donner suite aux conclusions de la Conférence de 2007 concernant la promotion d'entreprises durables<sup>2</sup>, ont débouché sur la mise au point d'un ensemble d'outils et de méthodes et ont permis aux membres du réseau du CINTERFOR d'échanger connaissances et expériences.

#### **Le réseau du CINTERFOR – Une réponse pratique, efficace et pertinente à la demande de renforcement des compétences**

5. Le CINTERFOR s'attache à promouvoir la mise en valeur des ressources humaines et le renforcement institutionnel afin de développer les compétences des travailleurs. En septembre 2011, le réseau comptait 61 membres. Parmi les nouveaux adhérents

<sup>1</sup> Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL): *The situation of SMEs in Latin America: ECLAC approach and support* (Mexico, 2010).

<sup>2</sup> BIT: *Conclusions concernant la promotion d'entreprises durables*, Conférence internationale du Travail, 96<sup>e</sup> session, Genève, 2007.

figurent deux syndicats argentins – le Syndicat de la mécanique et des secteurs connexes du transport automobile (SMATA) ainsi que le Syndicat argentin du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration (UTHGRA) –, l'Institut de formation professionnelle (DuocUC)/Université catholique du Chili ainsi que l'Instituto Poblano para la Productividad Competitiva (IPPC) (Institut de Puebla pour la productivité compétitive) du Mexique. Des institutions d'autres régions, notamment l'Institut de l'emploi et de la formation professionnelle du Cap-Vert, seraient intéressées à adhérer au réseau.

#### La plate-forme de gestion des connaissances

6. Grâce à sa stratégie en matière de réseaux et à un heureux emploi des TIC, le CINTERFOR s'est donné les moyens d'apporter dans le monde entier des réponses adaptées et de qualité. Sa plate-forme Web ([www.oitcinterfor.org](http://www.oitcinterfor.org)) est consultée par 192 pays et territoires, et le nombre d'inscriptions de ses membres ne cesse de s'accroître.
7. Avec le soutien du réseau, le CINTERFOR a mis à disposition plusieurs bases de données (<http://cms.oitcinterfor.org>), dont le contenu est actualisé en permanence. Plus de 7 000 personnes du monde entier se sont inscrites pour pouvoir accéder à ce gisement de connaissances (voir tableau 1)<sup>3</sup>, et un service de traduction automatique a été mis en place pour surmonter la barrière des langues. Ces bases de données comprennent notamment:
  - La **banque des ressources pédagogiques**, qui permet d'accéder à 12 000 éléments pratiques permettant de réaliser un objectif d'apprentissage: recueils, manuels, guides, vidéos, simulateurs et logiciels. Suite à la contribution du Service national d'apprentissage industriel du Brésil (SENAI), d'autres organismes de formation professionnelle du réseau ont mis à disposition leurs propres ressources. La valeur globale de ces ressources n'est pas mesurable (notamment en termes monétaires) en raison de leur contenu, de leur qualité et de leur intérêt.
  - La **base de données des expériences** contient plus de 200 études de cas portant sur de nombreux domaines – utilisation des TIC dans la formation, amélioration de la productivité, dialogue social et validation des compétences.
  - La **base de données sur les profils de compétences**, qui offre un accès à plus de 6 000 profils professionnels, recensés et validés par les partenaires sociaux dans de nombreux pays et secteurs de production. La base propose également des modèles de conception de programmes et des outils d'évaluation et de certification.
  - La **base de données des spécialistes** contient plus de 150 curriculum vitae, généralement liés aux organismes de formation professionnelle et aux membres du réseau relevant de la puissance publique.

<sup>3</sup> Les pages du CINTERFOR peuvent en outre être consultées par l'intermédiaire de réseaux sociaux comme Facebook, <http://www.facebook.com/oitcinterfor>; Google Profiles, <http://profiles.google.com/oitcinterfor>; et Google Maps, <http://maps.google.com/maps/ms?hl=en&ptab=0&ie=UTF8&oe=UTF8&msa=0&msid=20042775229327164652.00049c805ee6487f65f6d&t=p&ll=12.897489,-78.046875&spn=155.672849,287.929688&z=2>.

8. Le CINTERFOR coordonne également plus de 20 communautés virtuelles d'apprentissage et de pratique (<http://evc.oitcinterfor.org>) auxquelles participent plus de 1 170 utilisateurs. Le tableau 1 contient des statistiques détaillées sur les accès aux communautés d'apprentissage et aux bases de données.

**Tableau 1. Statistiques concernant le site Web du CINTERFOR: De 2010 à août 2011**

	De 2010			à août 2011			Pays/ territoires	Pourcentage de visites hors Amérique latine et Caraïbes	Utilisateurs enregistrés
	Visiteurs	Pages consultées	Accès	Visiteurs	Pages consultées	Accès			
Site Web: <a href="http://www.oitcinterfor.org">www.oitcinterfor.org</a>	3 278 684	9 914 753	50 688 661	2 147 766	6 348 827	33 581 953	192	10	–
Communautés d'apprentissage: <a href="http://evc.oitcinterfor.org">evc.oitcinterfor.org</a>	6 846	334 918	1 141 457	5 127	275 592	907 416	46	4	1 170
Bases de données: <a href="http://cms.oitcinterfor.org">cms.oitcinterfor.org</a>	19 737	183 009	1 607 869	39 643	217 486	1 647 845	125	12	7 020
<b>Total</b>	<b>3 305 267</b>	<b>10 432 680</b>	<b>53 437 987</b>	<b>2 192 536</b>	<b>6 841 905</b>	<b>36 137 214</b>	–	–	<b>8 190</b>

### **Création d'une banque de connaissances**

9. Les précieuses connaissances qui ont été accumulées dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines ainsi que les milliers d'études de cas du réseau ont été examinées et analysées dans le but de créer une banque de connaissances. La période 2010-11 a été consacrée aux questions prioritaires suivantes:

- **La réduction de la fracture numérique au service de l'entreprise durable.** Un projet, consacré à la recherche et à la mise au point d'une méthode de formation fondée sur les TIC pour les MPME et financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, a bénéficié du soutien de plusieurs institutions membres<sup>4</sup>. Le projet en question a notamment donné lieu à la publication d'un *Guide pour la formulation de stratégies fondées sur les technologies de l'information et de la communication* à l'intention des MPME. Ce guide est utilisé par plus de 200 entreprises de divers pays et secteurs d'activité, notamment au Brésil (secteurs du meuble et du vêtement), en Colombie (conception et animation 3D), en République dominicaine (métaux de base) et au Guatemala (hôtellerie)<sup>5</sup>. La contribution des organismes de formation professionnelle ne s'est pas limitée à la mise à disposition de leurs connaissances, de leurs expériences et de leurs relations, et elles ont également assuré la logistique, les services de traduction, l'accueil et le logement des participants à l'occasion de plusieurs réunions.

<sup>4</sup> Institut universitaire de technologie, Argentine; Institut Euvaldo Lodil et Service national d'apprentissage industriel (SENAI), Brésil; Service national d'apprentissage (SENA), Colombie; Institut technique de la formation et de la productivité (INTECAP), Guatemala; Institut national d'enseignement technique et professionnel (INFOTEP), République dominicaine.

<sup>5</sup> Voir sur YouTube le témoignage d'entrepreneurs et de travailleurs à propos de CINTERFOR: <http://www.youtube.com/user/oitcinterfor?feature=mhsn#p/c/73DDE354DC4DAB32/1/IqIfESWDpps>.

- **L'évaluation de l'impact de la formation professionnelle.** La nécessité de connaître l'incidence des politiques et des activités de formation a suscité la mise en place d'une communauté d'apprentissage et de pratique regroupant plus de 110 experts des institutions du réseau, ainsi que des représentants du Conseil d'administration du BIT. Trois réunions et une série de sessions en ligne <sup>6</sup> ont débouché sur l'élaboration par les spécialistes du réseau du CINTERFOR du «Guide sur l'évaluation de l'impact de la formation professionnelle» (*Guía para la evaluación de impacto de la formación profesional*). Ce guide, qui sera publié sur le site Web du centre, aidera les mandants à assurer le retentissement voulu aux pratiques et aux politiques destinées à progresser dans le domaine du développement des compétences, conformément aux propositions du programme et budget pour 2012-13.

### **Coordination avec le siège, les bureaux de l'OIT de la région et le Centre international de formation de l'OIT (Centre de Turin)**

10. La coordination avec le siège a été renforcée: la collaboration avec le Département des compétences et de l'employabilité (EMP/SKILLS) porte sur la stratégie de formation demandée par le G20; celle engagée avec le Département des activités sectorielles vise à répondre aux demandes concernant le renforcement des compétences sectorielles, ainsi que la traduction et l'adaptation du matériel pédagogique pour les secteurs de la construction, de l'hôtellerie et du tourisme; avec le Département de la création d'emplois et du développement de l'entreprise, les efforts portent sur la diffusion des diverses méthodes de conception et de promotion de l'entreprise durable.
11. Le CINTERFOR collabore avec les bureaux de l'OIT du Mexique et du Chili à la promotion du système de mesure et d'amélioration de la productivité (SIMAPRO), initiative qui, sur la base du dialogue social, vise à aider les travailleurs, les employeurs et les gouvernements à mettre en place des pratiques de travail conformes aux impératifs du travail décent. SIMAPRO est appliqué dans plusieurs secteurs – sucre, vêtement, exportation de fruits, vin, automobile et tourisme – au Chili, à Cuba, en République dominicaine et au Mexique. Il a une incidence tant quantitative que qualitative sur le renforcement des compétences et l'amélioration des conditions de travail, eu égard en particulier à la réduction des risques et accidents professionnels, de l'absentéisme, de la rotation du personnel, et contribue à l'amélioration du cadre de travail <sup>7</sup>.
12. Le CINTERFOR promeut les cours proposés par le Centre de Turin et soutient les activités menées par ce dernier en Uruguay. Plusieurs activités communes ont été organisées en 2010-11, dont un séminaire sur les normes internationales du travail organisé à l'attention des magistrats, juristes et professeurs de droit, une présentation de SIMAPRO, la publication d'un *Guide des outils de base pour la conception et*

<sup>6</sup> Financé par le ministère argentin du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Buenos Aires, juillet 2010); Fondation tripartite pour la formation en cours d'emploi (Madrid, nov. 2010); Service équatorien de formation professionnelle (SECAP) (Quito, août 2011). Pour les sessions en ligne, voir <http://evc.oitcinterfor.org/course/category.php?id=9>.

<sup>7</sup> Voir Asociación de Exportadores de Chile A.G. (ASOEX): *Capacitación frutícola: Un Modelo Exitoso para la Competitividad de las Empresas y el Desarrollo de las Personas* (Formation dans le secteur des agrumes: Un modèle convaincant de compétitivité pour l'entreprise et d'épanouissement pour l'individu), dossier n° 4, (Santiago du Chili, déc. 2009); [http://www.oitcinterfor.org/public/spanish/region/ampro/cinterfor/temas/prod/simapro/aplica/chile/exp\\_expo.pdf](http://www.oitcinterfor.org/public/spanish/region/ampro/cinterfor/temas/prod/simapro/aplica/chile/exp_expo.pdf).

*l'application de cadres de qualification et la mise au point d'une version du programme «Tout connaître sur l'entreprise» spécialement adaptée à l'Amérique latine.*

### **Qualité et équité dans la formation professionnelle**

13. Le projet sur la gestion des connaissances sur la qualité et l'équité dans la formation professionnelle, financé par l'Agence suisse pour le développement et la coopération, a joué un rôle dans l'institutionnalisation de la formation professionnelle, le fonctionnement des services d'orientation professionnelle et le renforcement des services de l'emploi en Amérique latine et dans les Caraïbes. Des activités ont été menées dans 13 pays et 36 institutions autour des thématiques suivantes: services publics de l'emploi; formation pour le développement rural et l'économie informelle; et prise en compte de la problématique du genre dans la formation.
14. Les résultats de l'évaluation externe du projet sont très encourageants, s'agissant notamment des domaines suivants: apports conceptuels et méthodologiques à la gestion des connaissances et à la formation professionnelle; participation des équipes multidisciplinaires; utilisation stratégique des TIC; mobilisation de ressources complémentaires; travail d'équipe; contributions des institutions aux bases de données du CINTERFOR; et recensement et reprise des expériences les plus significatives pour le renforcement institutionnel <sup>8</sup>.

### **Participation à la réforme des Nations Unies**

15. En Uruguay (pays pilote pour la réforme de l'ONU et pays d'accueil du CINTERFOR), le centre coopère à la mise en œuvre de deux projets interinstitutions. Le premier vise à soutenir une réforme des institutions en faveur des personnes privées de liberté, le second à promouvoir la conception et l'application d'un vaste Plan national d'insertion (*JUNTOS*). Le premier projet a pu bénéficier des apports conceptuels et méthodologiques et de l'expérience de deux membres du réseau, à savoir le Service national d'apprentissage commercial du Brésil (SENAC), qui assure la mise en œuvre du programme «María Marías» (*Projeto de vida para milhares de Mariás* - projet de vie pour des milliers de Marie) visant à faciliter la réinsertion des détenues en leur proposant une formation, (<http://cms.oitcinterfor.org/?q=es/node/282>) et le Syndicat argentin des travailleurs du bâtiment (UOCRA), qui propose à la population carcérale une formation dans des domaines liés à la construction (<http://cms.oitcinterfor.org/?q=es/node/422>).
16. Au Costa Rica, le Centre propose, à un programme commun sur l'emploi, les jeunes et les migrations, une assistance technique sous forme de propositions concernant la mise en place des conditions susceptibles de garantir un développement humain durable, équitable et sans exclusive.

### **Appui aux programmes par pays de promotion du travail décent (PPTD)**

17. Le rôle des PPTD dans la région est de renforcer la formation professionnelle afin d'améliorer la mobilité des travailleurs, d'augmenter la productivité des entreprises, de mettre en pratique les stratégies locales de développement et de coordonner les systèmes d'enseignement et de formation professionnelle, ainsi que de permettre la reconnaissance et la certification des savoirs.

<sup>8</sup> [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_mas/---eval/documents/publication/wcms\\_151807.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_mas/---eval/documents/publication/wcms_151807.pdf)

18. Le CINTERFOR appuie la mise en œuvre des PPTD par le biais de la gestion des connaissances et de la coopération Sud-Sud. En outre, le Centre a répondu à de nombreuses requêtes des partenaires sociaux:

- **Argentine:** La reconnaissance des savoirs acquis en dehors du système d'enseignement; la formation des formateurs dans le secteur de l'hôtellerie; l'équivalence des profils professionnels. En ce qui concerne ce dernier point, des travaux sont actuellement menés en coopération avec plusieurs organisations du pays et de la région, notamment: l'Institut national d'éducation technologique (INET); l'Institut de la statistique et des registres de l'industrie de la construction (IERIC); l'UOCRA; le SENAI, Brésil; le Service national de formation pour l'industrie de la construction (SENCICO), Pérou; la Direction nationale de l'emploi du ministère du Travail et de la Sécurité sociale (DINAE), Uruguay.
- **Barbade:** Une formation tripartite sur le SIMAPRO a été organisée conjointement avec le Bureau de l'OIT pour les Caraïbes.
- **Etat plurinational de Bolivie:** Une formation sur la création d'un système de compétences professionnelles, destinée aux acteurs gouvernementaux, a été organisée avec la coopération du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale de l'Argentine.
- **Brésil:** Le SENAI a apporté son aide à la production du guide des TIC destiné aux MPME, et à son utilisation dans les clusters de l'habillement et du meuble.
- **Colombie:** Le SENA a coopéré à la production du guide des TIC destiné aux MPME, qui est utilisé dans les clusters de l'animation numérique.
- **Costa Rica:** Un appui a été fourni au programme conjoint intitulé «Jeunesse, emploi et migration: Un guichet unique pour l'emploi des jeunes».
- **Chili:** Une assistance technique a été fournie à la Commission tripartite du système national de certification des aptitudes professionnelles (*ChileValora*).
- **République dominicaine:** L'INFOTEP a contribué à la production du guide des TIC destiné aux MPME, qui est utilisé dans les entreprises du secteur des métaux de base.
- **Guatemala:** L'INTECAP a fourni un appui à la production du guide des TIC destiné aux MPME et à son utilisation dans près de 170 entreprises du secteur touristique. Dans le cadre des activités de coopération Sud-Sud, l'INTECAP a bénéficié de l'expérience du SENA de la Colombie pour ce qui est des coûts de manutention et de gestion des performances.
- **Pérou:** Le ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi a bénéficié de la collaboration de son homologue argentin en ce qui concerne la question des compétences professionnelles.
- **Uruguay:** Un appui technique a été fourni au programme intitulé «Objectif emploi» ainsi qu'à l'initiative relative au dialogue national pour l'emploi lancée par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale. En outre, les besoins des représentants des employeurs et des travailleurs du secteur de la construction concernant la mise à jour des profils professionnels ont été satisfaits.

## **Stratégie de formation requise par le G20**

19. A la 39<sup>e</sup> réunion, en octobre 2009, de la commission technique du CINTERFOR, les représentants des organismes de formation professionnelle ont adopté la «lettre de Brasilia» (*Carta de Brasilia*) dans laquelle ils expriment leur soutien au Pacte mondial pour l'emploi ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie de formation requise par le G20. A cette fin, les organismes de formation professionnelle échangent actuellement leurs meilleures pratiques dans des domaines tels que les services d'aide aux groupes vulnérables et la coordination entre les systèmes éducatif et professionnel. La plupart des normes du travail qu'ils appliquent et des outils pédagogiques sont également accessibles via les bases de données du CINTERFOR. La participation des membres du Centre à plusieurs réunions techniques organisées à Lima (mars 2010) et à Turin (mars 2010 et mai 2011) pour donner suite à la requête du G20 atteste en outre de l'engagement du réseau du CINTERFOR à cet égard.

## **40<sup>e</sup> réunion de la commission technique du CINTERFOR**

20. La 40<sup>e</sup> réunion de la commission technique du CINTERFOR s'est déroulée du 3 au 5 octobre 2011, sous les auspices du gouvernement du Panama par l'intermédiaire de l'Institut national de formation professionnelle pour le développement humain (INADEH). Cette réunion biennale a pour objet d'examiner les priorités en matière de valorisation des ressources humaines dans la région, de promouvoir l'échange de données d'expérience et de proposer des activités de collaboration Sud-Sud répondant aux besoins des pays respectifs.
21. Dans le cadre d'un débat sur le thème «2011-2020 – Une décennie d'innovation en matière de formation professionnelle», les participants ont analysé tant les progrès accomplis dans ce domaine sur le continent que les obstacles à surmonter. De nouvelles perspectives de gestion, sous l'angle à la fois technique et technologique, ont été adoptées.

## **Exécution du budget de 2010-11**

22. La dépréciation du dollar des Etats-Unis a affecté le budget du Centre. Les propositions de budget pour 2010-11, élaborées en juin 2009, évaluaient le taux de change présumé à 24 pesos uruguayens pour 1 dollar E.-U. En juin 2011, la valeur du dollar était tombée à 18,75 pesos. Si l'on ajoute à cela l'augmentation du barème des salaires du personnel recruté au niveau local, il s'en est suivi un déficit de 230 000 dollars E.-U., qui a été comblé par un report de fonds provenant des périodes biennales antérieures.

## **Personnel du Centre recruté au niveau local**

23. Dans le cadre des propositions de budget pour 2010-11<sup>9</sup>, le Conseil d'administration a été informé du départ à la retraite en 2010 d'un fonctionnaire recruté au niveau national, les ressources correspondantes de son poste devant servir à financer au moins deux postes à un grade inférieur. Du fait de la dépréciation du dollar, il n'a été possible d'affecter qu'un seul fonctionnaire recruté au niveau national en 2012-13. Le pourvoi d'un autre poste, qui demeure nécessaire étant donné l'augmentation des demandes d'assistance technique à laquelle il faut faire face, dépendra des ressources disponibles au cours des prochains exercices biennaux.

<sup>9</sup> Document GB.306/PFA/5/2, paragr. 14.

### **Mobilisation de ressources**

24. Comme indiqué dans le rapport soumis au Conseil d'administration en novembre 2009<sup>10</sup>, les membres du CINTERFOR, outre leur cotisation annuelle, ont également apporté des contributions en nature (traductions, billets, nourriture, hébergement, transports intérieurs, etc.) aux activités du Centre, dont le montant est estimé en 2010-11 à 700 000 dollars E.-U.
25. En outre, et sous l'effet de l'augmentation des demandes d'assistance au titre de la coopération technique, les recettes extrabudgétaires devraient, selon les estimations, s'élever à quelque 165 000 dollars E.-U. et celles des services d'impression à 60 000 dollars E.-U., dépassant ainsi les montants prévus dans le programme et budget de 2010-11.

### **Relations du CINTERFOR avec l'Uruguay, le pays hôte**

26. En juin 2011, le bail conclu avec la Banque de la sécurité sociale et échu en 1999, en vertu duquel des locaux sont mis à la disposition du Centre à titre gracieux, a été renouvelé pour une période de dix ans.
27. Les arriérés de contributions du gouvernement de l'Uruguay correspondant aux années 2000 à 2006 et s'élevant à 350 000 dollars E.-U. devraient être soldés au cours de la période biennale 2012-13.

<sup>10</sup> Document GB.306/PFA/5/2, paragr. 6 e).